

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

Pacific Region

**401 - 1230 Government Street
Victoria, B.C.**

V8W 3X4

Bid Fax: (250) 363-3344

REQUEST FOR QUOTATION DEMANDE DE PRIX

Quotation To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Soumission de prix aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region
401 - 1230 Government Street
Victoria, B. C.
V8W 3X4

Title - Sujet RFSA AIRCRAFT CHARTER	
Solicitation No. - N° de l'invitation F1719-120001/A	Date 2012-07-05
Client Reference No. - N° de référence du client F1719-120001	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$VIC-250-5963
File No. - N° de dossier VIC-2-35044 (250)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-07-23	Time Zone - Fuseau horaire Pacific Daylight Saving Time PDT
F.O.B. - F.A.B.	
Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Sole, Mike	Buyer Id - Id de l'acheteur vic250
Telephone No. - N° de téléphone (250)363-8444 ()	FAX No. - N° de FAX (250)363-3344
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS SUPERVISOR LOGISTICS 25 HURON ST VICTORIA British Columbia V8V4V9 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat et attestations exigées avec la soumission

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relative à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Clause du guide des CCUA
12. Exigences en matière d'assurance

Liste des annexes

Annexe A Énoncé des travaux

Solicitation No. - N° de l'invitation

F1719-120001/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

vic250

Client Ref. No. - N° de réf. du client

F1719-120001

File No. - N° du dossier

VIC-2-35044

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe B	Base du paiement
Annexe C	Éxigences en matière d'assurance
Annexe D	Mise au courant du client des mesures de sécurité

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Énoncé des travaux

Les travaux à exécuter sont décrits en détail à l'article 2 des clauses du contrat éventuel.

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2012-03-02) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : Insérer le paragraphe suivant lorsque les soumissions transmises par télécopieur ne sont pas acceptables.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Colombie-Britannique, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- Section I : Soumission technique (2 copies papier)
- Section II : Soumission financière (2 copies papier)
- Section III : Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

1.1 Clauses du guide des CCUA

C3011T (2010-01-11) Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

-
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si trois (3) soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les soumissions reçues seront évaluées. Si des soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de trois soumissions recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des soumissions accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres soumissions reçues seront évaluées.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Voir l'annexe A.

1.2 Évaluation financière

La soumission financière du soumissionnaire doit respecter les exigences énoncées à l'annexe B.

Clause du guide des CCUA A0220T (2007-05-25) Évaluation du prix

2. Méthode de sélection

2.1 Critères techniques obligatoires

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat et attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations tel qu'indiqué ci-dessous.

1.1 Attestation préalable à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1.1.1 Programme de contrats fédéraux - attestation

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000\$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'attribution du contrat.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le *Règlement sur les marchés de l'État* pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si le soumissionnaire n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC.
3. Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- a. () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b. () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'quit en matire d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c. () est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de plus de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- d. () est assujetti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

1.2 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

1.2.1 Attestation du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux services canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande de soumissions, les soumissionnaires reconnaissent que seulement les soumissions accompagnées d'une attestation à l'effet que le service offert est un service canadien, tel qu'il est défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que le service offert sera traité comme un service non-canadien.

Le soumissionnaire atteste que :

() le service offert est un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T.

1.2.1.1 Clause du guide des CCUA

A3050T (2010-01-11) Définition du contenu canadien

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2010B (2012-03-02), Conditions générales - services professionnel (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3.1.1 Annulation des vols

L'article 24 des conditions générales 2010B est modifié en ajoutant le paragraphe suivant :

Si l'entrepreneur a soumis au Canada une politique applicable en cas de résiliation qui est acceptable pour le Canada, le paragraphe 2 ne s'appliquera pas et l'entrepreneur, suite à un avis mentionné au paragraphe 1, sera payé les coûts de résiliation conformément à la politique de résiliation de l'entrepreneur.

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au septembre 19, 2012 inclusivement.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Mike Sole
 Titre : Spécialiste de l'approvisionnement
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
 Région du Pacifique
 Approvisionnements - Victoria
 Adresse : 401, 1230 Rue du Government
 Victoria (C.-B.)
 Téléphone : 250-363-8444
 Télécopieur : 250-363-3395
 Courriel : mike.sole@tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : Carl McDonald
 Adresse : 25 rue Huron
 Victoria (C.-B.)

Téléphone : 250-480-2752
 Courriel : Carl.McDonald@dfo-mpo.gc.ca

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur

Soumissionnaire doit remplir le tableau ci-dessous et soumettre à leur soumission.

Contact pour:	Nom	Téléphone	Courriel
Contractantes questions			
Questions techniques			
Questions de facturation			

6. Paiement

6.1 Base de paiement

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux établis conformément à la base de paiement à l'annexe B.

Il n'y aura pas de dispositions concernant des versements initiaux ou des paiements anticipés dans le marché.

6.2 Clauses du guide des CCUA

A9117C (2007-11-30) T1204 - demande directe du ministère client

C0711C (2008-05-12) Contrôle du temps

C6000C (2011-05-16) Limite de prix

H1001C (2008-05-12) Paiements multiples

7. Facturation - services aériens nolisés

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales.

Chaque facture doit contenir:

- a) toute information pertinente décrite à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
- b) le montant total à payer selon la Base de paiement;
- c) le nom et l'adresse du ministère client apparaissant sur le contrat;
- d) le numéro du contrat;
- e) toutes dépenses encourues, appuyées par une copie des factures.

2. Chaque facture originale de vol doit être présentée avec, à l'appui, les billets d'affrètement signés de l'affréteur après chaque vol, indiquant que le service inscrit sur la facture a été effectué conformément au contrat

3. Les factures doivent être distribuées comme suit:

- a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
- b) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

8. Attestations

- 8.1 Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

8.2 Clauses du guide des CCUA

A3060C (2008-05-12) Attestation du contenu canadien

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Colombie-Britannique et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010B (2012-03-02), Conditions générales - services professionnel (complexité moyenne);
- c) Annexe A, Énoncé des travaux;
- d) Annexe B, Base de paiement;
- e) Annexe C, Exigences en matière d'assurance;
- f) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (inséré au moment de l'attribution du contrat)

11. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C.

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours civils suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

12. Clauses du guide des CCUA

A0038C	2006-06-16	Transport aérien
B4028C	2008-05-12	Conditions d'affrètement aérien
B4030C	2006-06-16	Équipage d'aéronef à voilure fixe
B4032C	2006-06-16	Mise au courant du client des mesures de sécurité
D3014C	2007-11-30	Transport de marchandises dangereuses/produits dangereux
D5324C	2007-11-30	Inspection

ANNEXE A

Garde côtière canadienne

NGCC Sir Wilfrid Laurier

Besoins concernant la relève des équipages dans l'Arctique en 2012

A.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Fournir un aéronef et un équipage afin d'effectuer deux (2) relèves d'équipages de navires de la Garde côtière canadienne (GCC) dans l'Arctique au cours de l'été 2012.

Nota : l'aéronef doit pouvoir effectuer des décollages et atterrissages sur pistes en gravier.

Nota : l'aéronef fourni doit avoir une charge utile égale ou supérieure à 23 550 lb. (10 705 Kg)

Le tarif de nolisement devra comprendre l'appareil, le matériel, la main-d'oeuvre, les frais de séjour, le carburant et les huiles, les repas en vol, les redevances d'atterrissage et de déglacage. Les frais des vols de liaison pour l'aéronef et l'équipage doivent être compris dans les prix fermes.

Chaque vol aura l'Aéroport international de Victoria (CYYJ) comme point de départ et de retour, selon le calendrier indiqué ci-dessous. À noter que les dates de relève d'équipages pourront être devancées ou reportées d'une journée par rapport aux dates établies dans ce calendrier, sous réserve des disponibilités du transporteur.

Les départs de Victoria devraient s'effectuer vers 8 h, et le temps d'arrêt aux endroits où s'effectueront les transferts d'équipages devrait être d'au moins une heure, afin de laisser aux équipages des navires concernés suffisamment de temps pour se rendre de leur point d'accostage jusqu'à l'aéroport.

La taille de l'équipage en service à chaque étape du vol n'aura pas nécessairement à rester la même, mais elle devra être adaptée au nombre de personnes mentionné ci-dessous.

Le lieu où s'effectuera la relève des équipages pourra être reconsidéré, à 24 heures de préavis avant le départ de Victoria, en fonction des conditions météorologiques dans la région visée, ou encore en raison des glaces et des opérations mêmes du navire de la GCC. En tels cas, le nouveau point d'embarquement sera déterminé conjointement par le transporteur et la GCC.

Les relèves d'équipages seront confirmées 24 heures avant le départ.

Dates et lieux prévus de relèves d'équipages :

Mardi 07 août 2012: Kugluktuk ou Tuktoyuktuk ou Cambridge Bay

Mardi 18 septembre 2012: Kugluktuk ou Tuktoyuktuk ou Cambridge Bay

Nombre de personnes par vol : Jusqu'à 45.

Nota : 5 sièges additionnels (facultatifs) peuvent être nécessaires pour les deux dates de relèves d'équipages.

Les repas et les boissons doivent être inclus dans le prix ferme de chaque vol.

Exigences en matière de poids :

- Jusqu'à 50 personnes avec une franchise de bagages de 100 livres (45,4 Kg) par personne.
- Capacité supplémentaire de 8 550 livres (3 864 Kg) de denrées et fournitures (seulement sur les vols partant de Victoria en direction du Nord). La charge de retour sera considérablement moindre (aucune denrées).

Les soumissionnaires doivent remplir la présente annexe et la renvoyer avec leur soumission

A.2 CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES OBLIGATOIRES

Pour être prise en compte, une soumission doit respecter les exigences de l'appel d'offres et être conforme à tous les critères d'évaluation technique obligatoires énoncés ci-dessous.

Les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission des spécifications complètes et/ou une documentation descriptive des services offerts.

Les soumissionnaires doivent démontrer comment les services offerts répondent à chaque exigence obligatoire, ou la dépassent, et fournir des renvois aux fiches de spécifications aux fins de vérification.

Article	Description Critères d'évaluation obligatoires	Conforme	Non conforme	Renvoi
(a)	Proposition signée (page1 de la DP);			
(b)	Copie du permis d'exploitation aérienne (AOC) valide du soumissionnaire émis par Transports Canada			
(c)	Copie du permis national et international (le cas échéant) valide du soumissionnaire émis par l'Office des transports du Canada			
(d)	L'avion employé doit pouvoir transporter une charge utile d'au moins 23 550 livres (10 705 Kg) ET au moins 50 passagers.			
(e)	L'avion employé doit pouvoir utiliser une piste en gravier pour se poser et décoller.			
(f)	Les soumissionnaires doivent remplir la fiche technique sur l'aéronef (section A.3 de la présente annexe) pour chaque aéronef qui servira à fournir les services demandés dans le présent document et la renvoyer avec leur soumission.			

Solicitation No. - N° de l'invitation

F1719-120001/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

F1719-120001

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

VIC-2-35044

Buyer ID - Id de l'acheteur

vic250

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Les soumissionnaires doivent remplir la présente annexe et la renvoyer avec leur soumission

#	Description	
1	Modèle d'aéronef	
2	Nombre de passagers	
3	Nombre de moteurs	
4	Charge utile (en kilogrammes)	
5	Vitesse de croisière (mi/h)	
6	Consommation de carburant estimée en litres par kilmetre (l/km)	

ANNEXE B - BASE DE PAIEMENT

Les soumissionnaires doivent remplir la présente annexe et la renvoyer avec leur soumission

On ne prendra pas en considération les soumissions qui ne répondront qu'à une partie des besoins.

Une soumission financière doit répondre à tous les besoins indiqués dans le présent document pour être jugée recevable.

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement indiquée ci-après:

- 1. Évaluation du prix:** Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.
- 2. Prix fermes tout compris pour les vols affrétés:** Les soumissionnaires doivent donner des prix tout compris pour chacune des trois (3) destinations/routes prévues et indiquées ci-après. Les prix fermes doivent comprendre:
 - Tous les frais relatifs à l'aéronef, à l'équipement, à la main-d'œuvre, aux déplacements de l'équipage, à l'huile, aux boissons et repas en vol, aux taxes d'atterrissage et aux redevances d'aérogare;
 - Tous les frais des vols de liaison pour l'aéronef et l'équipage.
 - Les coûts estimés du carburant (voir la remarque 1 ci-dessous)
- 3. Des dépenses remboursables: Redevances d'aéroport, droits de Nav Canada, droits pour la sécurité des passagers du transport aérien et divers droits**
 - Les frais d'améliorations aéroportuaires (FAA), le cas échéant, seront remboursés au prix coûtant, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire. À titre de reçus, le transporteur aérien doit fournir une preuve de la redevance d'aéroport au début du vol affrété.
 - Les droits de Nav Canada et les droits divers, payables par exemple pour les services au sol et le dégivrage (si nécessaire), seront remboursés au prix coûtant, sur présentation des reçus, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire.
 - Les droits pour la sécurité des passagers du transport aérien (DSPTA), le cas échéant, seront payés par l'affréteur et perçus par le transporteur aérien aux aéroports désignés pour les DSPTA.
- 4. Coûts et tarifs**
 1. Les soumissionnaires doivent inclure tous les coûts/taux liés au besoin. On ne tiendra pas compte des coûts/taux qui n'auront pas été indiqués dans la soumission.
 2. L'Office des transports du Canada exige que les soumissionnaires présentent des soumissions conformes aux tarifs indiqués dans leurs locaux; par conséquent, il incombe à chaque soumissionnaire de s'assurer que ses tarifs sont conformes aux conditions fixées dans le présent document.

5. Conditions d'alignement

1. Les prix nets indiqués dans le présent document peuvent faire l'objet d'une augmentation ou d'une diminution reflétant une variation des coûts après l'attribution du marché pour les éléments suivants:
 - a) Changements attribuables à l'ajustement à la hausse du prix des produits découlant directement d'une augmentation des prix imposée par le producteur de pétrole. Lorsqu'il y a une augmentation, il faut fournir une copie de l'avis d'augmentation de prix du fournisseur communiqué par le producteur de pétrole.
 - b) L'imposition d'innovations ou de changements relatifs aux prélèvements, aux tarifs ou aux droits de quelque nature que ce soit, applicables à tout produit autorisé, ordonné ou convenu après l'attribution du marché par le gouvernement du Canada ou un gouvernement provincial ou par un organisme gouvernemental de réglementation.

Les soumissionnaires doivent remplir la présente annexe et la renvoyer avec leur soumission

B.1 Prix ferme du vol affrété - (\$CDN TPS/TVH en sus)

Pour chacune des deux (2) vols à aucun des trois (3) destinations spécifiées, le 07 août et le 18 septembre 2012.

Destination	Kugluktuk, NU (1)	Cambridge Bay, NU (2)	Tuktoyuktuk, NT (3)
Flight Distance ** (A)			
Firm rate per Km (B)			
Firm charter cost (A x B) = (C)			
Fuel Consumption for designated aircraft (from table A.3, item 6)			
Firm Litres / Km (D)			
Base fuel cost ** (A x D x 1,00) = (E)			
TOTAL Base Charter Cost (C + E) = (F)	(F1)	(F2)	(F3)
TOTAL EVALUATED BID PRICE (F1+F2+F3) = (G)			(G)

Estimation des dépenses remboursables

Remarque: Ces renseignements ne sont pas pris en considération pour l'évaluation des soumissions financières; ils servent seulement à déterminer la limite des dépenses au moment de l'attribution du marché. Aucun frais ne sont remboursés pour les éléments spécifiés dans le prix de la Charte entreprise.

Description	Quantité	Unité	Taux	Total calculé estimé
Frais d'améliorations aéroportuaires (FAA)			_____ \$CDN	_____ \$CDN
Droits de Nav Canada			_____ \$CDN	_____ \$CDN
Droits pour les services au sol			_____ \$CDN	_____ \$CDN
Dégivrage (au besoin)			_____ \$CDN	_____ \$CDN
Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien (DSPTA)			_____ \$CDN	_____ \$CDN
C) Total estimé (TPS/TVH en sus)				_____ \$CDN

Solicitation No. - N° de l'invitation

F1719-120001/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

vic250

Client Ref. No. - N° de réf. du client

F1719-120001

File No. - N° du dossier

VIC-2-35044

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

**** Remarques:**

Distance de vol est totales kilomètres de Victoria, en Colombie-Britannique (YYJ) à destination et retour à Victoria, BC(YYJ)

Rem.1:

i. Base des coûts de carburant : est calculé comme suit :

Distance de vol cité (A) multiplié par cité carburant consommation (D) multiplié par le taux de carburant d'évaluation de 1,00 \$/l.

ii. Prix du carburant pour la soumission

Les prix fermes du vol affrété sont calculés à partir du prix du carburant actuel qui est de **1,00 \$CDN/litre**, taxes comprises.

iii. Rajustement du coût du carburant

Un supplément carburant (s'il y a lieu) sera facturé en fonction du prix réel du carburant le jour du vol. Il faudra produire une copie du reçu, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire.

Il n'y aura pas de dispositions concernant des versements initiaux ou des paiements anticipés dans le marché.

ANNEXE C - EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

Assurance responsabilité aérienne

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une police d'assurance de responsabilité aérienne pour les blessures corporelles (y compris les blessures subies par les passagers) et les dommages matériels d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 5 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance aérienne doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - c) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - d) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - e) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - f) Assurance des passagers aériens incluant les paiements médicaux : Si des sous-limites s'appliquent à la police de l'entrepreneur conformément à des ententes de transport internationales ou autrement, en aucun cas le montant de la protection ne doit être inférieur à 300 000 \$ par personne. La limite par accident ne doit pas être inférieure à 300 000 \$ multiplié par le nombre de passagers.
 - g) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - h) Responsabilité de l'employeur (ou la confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme similaire).

- i) Produits et activités terminées : Couverture des responsabilités découlant de la vente de produits avioniques, y compris les services, les activités d'assemblage et de réparation en liaison avec les travaux exécutés par l'entrepreneur ou en son nom.
- j) Avenant relatif aux aéronefs n'appartenant pas à l'assuré : Pour protéger l'entrepreneur contre les responsabilités découlant de l'utilisation d'aéronefs appartenant à d'autres parties, y compris le Canada.
- k) Autorisation de transporter des marchandises dangereuses/ produits dangereux : L'assuré doit obtenir toutes les autorisations provinciales ou fédérales nécessaires au transport de marchandises dangereuses/produits dangereux dans le cadre de cet avenant.
- l) Droits de poursuite : Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée.

ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

Assurance pour l'affrètement d'aéronef

1. Il est interdit à l'entrepreneur de fournir au Canada un service intérieur ou international d'affrètement d'un aéronef à moins de posséder les assurances suivantes pour chaque sinistre lié à l'exploitation de ce service:
 - a) une assurance responsabilité couvrant les risques de blessure ou de décès de passagers pour un montant au moins égal au montant de 300 000 \$ multiplié par le nombre de sièges passagers à bord de l'aéronef affecté au service, ou conformément aux règlements pertinents, selon le plus élevé;
 - b) en plus des limites précitées au point (a) ci-dessus, une assurance de responsabilité civile d'un montant au moins égal à:
 - (i) 1 000 000 \$, si la masse maximale admissible au décollage de l'aéronef est inférieure à 3 402 kg (7 500 livres);
 - (ii) 2 000 000 \$, si la masse maximale admissible au décollage de l'aéronef est supérieure à 3 402 kg (7 500 livres), mais inférieure à 8 165 kg (18 000 livres); et,
 - (iii) 2 000 000 \$ plus un montant déterminé en multipliant 68 \$ par le nombre de kilogrammes au-dessus de la limite supérieure permise de 8 165 kg (18 000 livres), lorsque la masse maximale admissible au décollage de l'aéronef est supérieure à 8 165 kg (18 000 livres).
2. Les passagers employés de l'entrepreneur n'ont pas à être couverts par l'assurance prescrite au paragraphe 1.a) si les demandes en dommages-intérêts de ces passagers contre l'entrepreneur sont régies par une loi sur l'indemnisation des accidents du travail.
3. La police d'assurance de l'entrepreneur doit comprendre les éléments suivants:
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - c) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - d) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne la responsabilité contractuelle.
 - e) Droits de poursuite : Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante:
Directeur Direction du droit des affaires Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante:
Avocat général principal Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

Assurance tous risques relatives aux transports

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance tous risques relative à tous les transports applicables pour protéger les biens de l'État dont il a la charge, la garde ou le contrôle et dont le montant ne doit pas être inférieur à 250 000 \$ par envoi. La base d'évaluation des biens de l'État est la suivante: coût de remplacement (nouveau).
2. Demandes d'indemnité : L'entrepreneur doit aviser promptement le Canada de toute perte ou dommage à ses biens et doit superviser, investiguer et documenter les pertes ou dommages afin que les demandes d'indemnité soient correctement établies et payées.
3. La police d'assurance tous risques relative aux transports doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Avis d'annulation: L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - b) Bénéficiaire: Le Canada, selon ses intérêts et ses directives.
 - c) Renonciation des droits de subrogation: L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Pêches et Océans Canada et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage aux biens, peu en importe la cause.

ANNEXE D - MISE AU COURANT DU CLIENT DES MESURES DE SÉCURITÉ

Cette mise au courant **doit** porter sur ce qui suit:

- (a) la marche à suivre pour monter à bord et pour débarquer;
- (b) l'endroit du matériel de sauvetage et du dispositif de radio-repérage d'urgence ainsi que leur utilisation;
- (c) l'endroit de toutes les sorties et leur fonctionnement;
- (d) les mesures d'urgence;
- (e) les mesures de sécurité applicables aux opérations de vol.

SURVIE EN CAS D'URGENCE

Parmi le matériel de sauvetage à bord de l'aéronef doit se trouver un exemplaire de la publication "SURVIE EN CAS D'URGENCE" ou d'une brochure équivalente.

CONFIRMATION DE LA MISE AU COURANT DU CLIENT DES MESURES DE SÉCURITÉ

Il est confirmé par la présente que _____ de l'entreprise _____

a mis au courant les représentants de _____ des détails des mesures de sécurité applicables en tout temps aux opérations d'aéronefs.

Je soussigné, _____ représentant _____, reconnais que cette mise au courant a eu lieu à _____, le _____ jour du mois de _____, 20____, à _____ heures (heure locale).

Représentant de l'entreprise aérienne

Représentant de l'affrèteur

N.B.: Prière de conserver cette page (dûment remplie) pour vos besoins.